

[Traduction]

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Sauf erreur, il ne reste que quelques minutes avant la fin de la période des questions. Je me rends compte de l'importance de la question.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas entendu ce qu'a dit le solliciteur général. Je lui demande d'étudier la question et de ne pas essayer de l'escamoter, car ce n'est pas possible.

\* \* \*

### LE PÉTROLE

#### LE PROJET DE PIPE-LINE DU MACKENZIE—LES RISQUES INHÉRENTS AU TRANSBORDEMENT LE LONG DE LA CÔTE OUEST

**M. Robert Simpson (Churchill):** Monsieur l'Orateur, une question pour le premier ministre suppléant au sujet du permis pour l'aménagement d'un pipe-line le long du Mackenzie. Si ce pipe-line est surtout dans l'intérêt des États-Unis, le gouvernement a-t-il l'intention d'approuver le permis à condition qu'aucun transbordement de pétrole ne s'effectue le long de notre côte ouest, afin que la pollution et les dégâts écologiques ne menacent pas deux régions à la fois?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, la question du député démontre bien, je pense, la grande complexité de la situation. Il est tout à fait souhaitable, et le député est d'accord je crois, que cette décision soit prise séparément et que nous ne faisons pas dépendre l'une de l'autre. L'intérêt national du Canada et des États-Unis y gagnerait j'en suis sûr, si l'on décidait de ne pas aménager le pipe-line transalaskien, mais de créer une ligne de pétroliers sur la côte du Pacifique, à Bellingham.

\* \* \*

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### LES CONCESSIONS OFFERTES PAR LA GRANDE-BRETAGNE AU LIEU D'UN MARCHÉ LIBRE POUR LE BLÉ

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce? Étant donné les nouvelles récentes de négociations entre le Canada et la Grande-Bretagne au sujet d'exportations futures de blé à destination de ce dernier pays dans le cadre de sa nouvelle politique d'exportation de céréales et comme il paraît que la Grande-Bretagne aurait proposé au Canada, au lieu d'un marché libre pour le blé, d'autres concessions dans le domaine de l'agriculture, le ministre peut-il renseigner la Chambre sur l'offre de la Grande-Bretagne?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je ne le peux pas. Je dois me borner à dire que des entretiens à ce sujet sont en cours avec les Britanniques depuis plusieurs semaines et ajouter que M. Rippon, le négociateur britannique sur

[L'hon. M. Goyer.]

l'élargissement de la composition de la CEE, arrive ce soir et doit nous rencontrer demain et que cette question figurera à l'ordre du jour.

**M. Gleave:** Monsieur l'Orateur, le ministre nous dirait-il dans quelle mesure les droits d'importation sur les céréales destinées au marché du Royaume-Uni influeront sur nos exportations au sein de ce marché?

**L'hon. M. Pepin:** Monsieur l'Orateur, c'est difficile à dire. Tout dépend des derniers montants que fixera la Grande-Bretagne. Je crois que rien n'a été annoncé et je ne puis donc pas en discuter.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LAOS—LE RAPPORT DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTRÔLE

[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Peut-il dire si le représentant du Canada au sein de la Commission internationale de contrôle, au Vietnam, a reçu un rapport que la République du Vietnam devait faire à la Commission? Le ministre a-t-il une déclaration à faire à la suite des inspections effectuées par la Commission internationale de contrôle relativement aux événements qui sont survenus au cours des dernières semaines, à la frontière du Vietnam et du Laos?

[Traduction]

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, nous nous efforçons toujours de convaincre la Commission internationale de contrôle au Laos d'enquêter sur les plaintes formulées au cours des derniers mois. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas réussi.

\* \* \*

### LE CODE CRIMINEL

#### L'EXTENSION POSSIBLE DE LA DISPOSITION RELATIVE À L'AVORTEMENT

[Français]

**M. Georges Valade (Sainte-Marie):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Pourrait-il dire si les recherches qui se poursuivent actuellement au sein de son ministère par la Direction des aliments et drogues sur le groupe prostaglandines indiquent que le gouvernement a l'intention d'élargir la loi sur l'avortement dans un avenir prochain?

[Traduction]

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Non, monsieur l'Orateur, il n'y a pas lieu de tirer une telle conclusion. Il s'agit, toutefois, d'une drogue mise à l'essai de façon surveillée dans un